



Le Président

FRONT COMMUN POUR LE CONGO
CELLULE DE CRISE

**COMMUNIQUE DU FRONT COMMUN POUR LE CONGO
(FCC) SUR LE DRAME DU 2 SEPTEMBRE DERNIER AU
CENTRE PÉNITENTIAIRE ET DE RÉÉDUCATION DE
KINSHASA**

Le Front Commun pour le Congo a appris, avec effroi et profonde consternation, le massacre perpétré par des agents de l'ordre sur des prisonniers non armés du Centre Pénitentiaire et de Rééducation de Kinshasa, CPRK en sigle, dans la nuit du 1er au 2 septembre 2024. Une fois de plus, détournées de leur mission, les forces de défense et de sécurité ont frappé, à près de 2000 km du front, fauchant la vie, non pas des étrangers, ennemis du pays, mais des compatriotes.

Selon la comptabilité officielle, le bilan provisoire de cette macabre opération serait de 129 morts, 59 blessés ainsi que plusieurs femmes violées.

Le FCC présente ses condoléances les plus attristées aux familles éplorées, ainsi que sa compassion profonde aux blessés et aux femmes victimes de viol.

Le FCC condamne avec la plus grande fermeté l'usage illégal d'armes létales sur des prisonniers non armés et qui ne représentaient aucune menace grave pour les agents de l'ordre et autres personnes présents sur le lieu et dans les environs.

Le FCC soutient que la crédibilité du bilan officiel du drame du CPRK est sérieusement sujette à caution, du fait notamment de la cacophonie entre des versions gouvernementales contradictoires, des témoignages collectés par des ONG spécialisées, ceux recueillis sur place immédiatement après la commission des faits, ainsi que des photos et vidéos des corps sans vie prises sur le lieu du drame et largement diffusées depuis lors.

Le FCC rejette donc le bilan officiel, sciemment sous-évalué pour minorer la gravité de ce crime indicible. Il exige en conséquence la mise en place urgente d'une commission d'enquête indépendante crédible qui devra établir le nombre exact des victimes, ainsi que les responsabilités à tous les niveaux.

En tout état de cause, le FCC précise que, tout bien considéré, le Gouvernement doit être tenu pour premier responsable de ce drame innommable. En toute connaissance des conditions de détention inhumaines de cette prison, dont tous les ingrédients d'une tragédie prévisible ont été exposés publiquement, il y a peu, par un journaliste lanceur d'alertes qui a eu à y séjourner injustement, le gouvernement a en effet fait preuve d'une négligence coupable. Comme à son habitude, il s'est contenté de répondre, par des effets d'annonces creux, plutôt que par une thérapie structurelle de choc, aux conditions carcérales, dignes d'un camp de concentration, de cet établissement pénitencier.

Le FCC souligne que ce drame, qui est le plus récent, mais sûrement pas le dernier d'une longue série macabre, s'inscrit en droite ligne du mot d'ordre clair, donné expressis verbis, par le Président de la République, le 26 juin 2023 au Stade Kashala Bonzala de Mbuji-Mayi. Ce drame est aussi une preuve de plus de la faillite d'un leadership sans conscience et sous la houlette duquel, l'exercice de la puissance publique ne s'accommode d'aucune considération légale ou morale, et la vie humaine, pourtant sacrée, est plus que jamais banalisée, au point que, dans notre pays, la peine de mort est désormais distribuée comme des petits pains.

Un recul démocratique inacceptable!

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Ramp'.

Le FCC en profite pour dénoncer d'autres nouvelles manifestations de la politique d'abus systématique de pouvoir, par les gouvernants actuels, pour assujettir le peuple et contraindre toute voix dissidente au silence. Il s'agit notamment de l'arrestation arbitraire et brutale, lundi 2 septembre dernier, de Monsieur Seth Kikuni, ancien candidat Président de la République ; de la récente interpellation à Goma de Suzanna Kahambu, activiste des droits humains, pour s'être plainte des affres de la guerre et du comportement des membres du Gouvernement qui y avaient été dépêchés pour assister à l'inhumation des compatriotes décédés dans les camps des déplacés, ainsi que du débarquement ce matin, par la DGM de la journaliste Paulette Kimuntu, l'empêchant d'aller faire son travail à Kindu.

Le FCC appelle à la libération immédiate et inconditionnelle de l'acteur politique ci-haut cité et de l'arrêt des tracasseries contre mesdames Suzanna Kahambu et Paulette Kimuntu, la liberté d'expression et celle de circuler étant, comme abondamment souligné dans son Communiqué du 29 Août dernier, des droits fondamentaux intangibles, garantis par notre Constitution, ainsi que par les différents engagements internationaux que la République Démocratique du Congo a librement contractés.

Trop c'est trop! Il est impérieux et urgent d'arrêter la présente dérive dictatoriale.

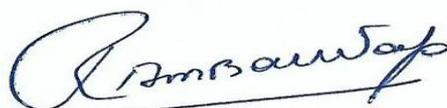
Après avoir conquis sa liberté de haute lutte, et aujourd'hui plus que jamais jaloux de sa souveraineté, de ses droits et de ses devoirs, tels que consacrés par la Constitution et les lois de la République, le peuple congolais n'est pas prêt à permettre, et ne permettra jamais à personne, de vouloir faire, de la République Démocratique du Congo, une réplique de l'Empire romain de Caligula.

Que tous se le tiennent donc pour dit!

Fait, et rendu public le 5 septembre 2024.

Pour le FCC,

La Conférence Elargie des Présidents entendue,



Raymond TSHIBANDA N'TUNGAMULONGO